

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 25 juin 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/04/2023

Contexte et constats

Publié sur 

FENIIX SUEZ RV ENERGIE Rambervillers

Chemin de Romont
88700 Rambervillers

Références : S-23-716RP
Code AIOT : 0006202392

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/04/2023 dans l'établissement FENIIX SUEZ RV ENERGIE Rambervillers implanté Chemin de Romont 88700 Rambervillers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre de l'action régionale de 2023 du contrôle des mesures continues.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FENIIX SUEZ RV ENERGIE Rambervillers
- Chemin de Romont 88700 Rambervillers
- Code AIOT : 0006202392
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'AIOT contrôlée est une installation de traitement thermique de déchets non dangereux. L'Inspection a procédé à un contrôle documentaire suivi d'une visite du poste de contrôle principal des installations.

Le thème de visite retenu est les rejets atmosphériques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Condition de surveillance - Assurance qualité des AMS - QAL1	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Conditions de respect des valeurs limites - Respect des VLE	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 18	/	Sans objet
7	Conditions de respect des valeurs limites - Incertitudes	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 18	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Surveillance des rejets atmosphériques - Mesures en continu	Arrêté Préfectoral du 17/10/2018, article 3.2.4.1	/	Sans objet
2	Valeur limite d'émissions	Arrêté Préfectoral du 17/10/2018, article 3.2.3	/	Sans objet
4	Condition de surveillance - Assurance qualité AMS - QAL 2	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	/	Sans objet
5	Condition de surveillance - Assurance qualité des AMS - AST	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement, qui maîtrise ses émissions de rejets atmosphériques (mesures inférieures aux valeurs limite d'émission) présente des non-conformités documentaires sur les assurances qualité qui doivent faire l'objet d'un retour de l'exploitant dans les délais indiqués au sein des fiches de constat.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance des rejets atmosphériques - Mesures en continu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2018, article 3.2.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures en continue
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit réaliser la mesure en continu des substances suivantes sur le conduit n° 1 : <ul style="list-style-type: none">• poussières totales ;• substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT) ;• chlorure d'hydrogène ;• fluorure d'hydrogène ;• dioxyde de soufre ;• oxydes d'azote ;• ammoniac. Il doit également mesurer en continu dans les gaz de combustion : <ul style="list-style-type: none">• le monoxyde de carbone ;• l'oxygène ;• la vapeur d'eau. La mesure de la teneur en vapeur d'eau n'est pas nécessaire lorsque les gaz de combustion sont séchés avant analyse des émissions.
Constats : Les paramètres susmentionnés sont bien mesurés en continu. L'exploitant transmet périodiquement à l'Inspection un bilan synthétique des valeurs mesurées. Dans le cadre du réexamen de WI, l'exploitant a installé l'appareil de mesure en continue (AMS) pour le mercure, qui devra être surveillée en 2024. L'exploitant rencontre des difficultés relatives à d'éventuels pics de mercure lors du traitement pour la fiabilisation les données de l'AMS.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Valeur limite d'émissions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2018, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Valeur limite d'émissions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes, les volumes de gaz étant rapportés : <ul style="list-style-type: none">• à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;

- à une teneur en O₂ de 11 %.

Paramètres	Conduit n° 1		
	Valeur moyenne journalière	Valeur moyenne 30 minutes	Flux journalier maximal
Monoxyde de carbone (CO)	50 mg/Nm ³	100 mg/Nm ³	73,2 kg/j
Poussières	5 mg/Nm ³	20 mg/Nm ³	7,3 kg/j
Carbone organique total (COT)	10 mg/Nm ³	20 mg/Nm ³	11,7 kg/j
Acide chlorhydrique (HCl)	8 mg/Nm ³	50 mg/Nm ³	11,7 kg/j
Acide fluorhydrique (HF)	1 mg/Nm ³	4 mg/Nm ³	1,4kg/j
Dioxyde de soufre (SO ₂)	10 mg/Nm ³	150 mg/Nm ³	14,6 kg/j
Monoxyde d'azote (NO) et dioxyde d'azote (NO ₂) exprimés en dioxyde d'azote	50 mg/Nm ³	150 mg/Nm ³	73,2 kg/j
Ammoniac (NH ₃)	5 mg/Nm ³	20 mg/Nm ³	7,3 kg/j
Métaux lourds :			
Cadmium et ses composés, exprimés en cadmium (Cd) + thallium et ses composés, exprimés en thallium (Tl)		0,03 mg/Nm ³	0,044 kg/j
Mercure et ses composés, exprimés en mercure (Hg)		0,02 mg/Nm ³	0,023 kg/j
Total des autres métaux lourds ⁽¹⁾ (Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V)		0,3 mg/Nm ³	0,44 kg/j
Total des autres métaux lourds (Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V) + zinc		5 mg/Nm ³	7,32 kg/j
Dioxines et furannes ⁽²⁾	0,05 ng TEQ/Nm ³		7,32 .10 ⁻⁸ kg/j

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport d'autosurveillance du laboratoire de contrôle en date d'intervention du 17 et 18 novembre 2022 :

- COT : 0,13 mg/Nm³ ;
- Nox : 39,7 mg/Nm³ ;
- So₂ : 1,28mg/Nm³ ;
- Hcl : 1,58 mg/Nm³ ;
- Poussière : mg/Nm³ ;
- Nh₃ : 4,36 mg/Nm³ ;
- Hg : 0,035 mg/Nm³.

Une contre analyse pour le mercure a été réalisée par le laboratoire agréé le 08 février 2023 qui révèle une valeur moyennée 0,0047 mg/Nm3. L'inspection a constaté le retour en conformité de ce paramètre.

Par ailleurs début d'année 2023, l'exploitant a changé le produit de traitement, afin de supprimer l'ammoniac et en maîtriser les émissions.

L'inspection attire finalement l'attention de l'exploitant sur les valeurs de COT du rapport de contrôle (2 mesures à 0 mg/Nm3) lors d'un régime de fonctionnement relevé comme normal et demande à l'exploitant de lui apporter des éléments à ce sujet.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Condition de surveillance - Assurance qualité des AMS - QAL1

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27

Thème(s) : Risques chroniques, Assurance Qualité des AMS – QAL1

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection 3 documents QAL 1 par courriel le 20 avril 2023. L'analyse avait révélé de nombreuses incohérences (dates de validité, document relatif à un autre appareil...). Suite à la visite, l'exploitant a envoyé de nouveau par mail du 10 mai 2023 des certificats QAL1 conformes à la norme NF EN 14181.

Néanmoins, le document mentionnant les différents polluants, indique la performance des mesures pour les polluants CH4 et le CHOH mais pas pour l'ensemble des COT.

S'agissant d'une non-conformité potentielle, d'ordre documentaire, l'Inspection propose de ne pas faire application immédiate des suites administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement et demande à l'exploitant **sous un délai de deux mois**, afin de déterminer si l'analyseur considéré est suffisant pour caractériser les rejets de l'installation :

- d'apporter des justifications sur le fait de ne mesurer que certains paramètres dans les rejets, analyses à l'appui ;
- de préciser les COT contenus dans ses rejets ;
- d'indiquer si son analyseur MIR-FT est capable de mesurer en continu les COT de ses rejets.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Condition de surveillance - Assurance qualité AMS - QAL 2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Assurance Qualité des AMS – QAL2
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Un étalonnage des équipements « de mesure en continu et en semi -continu des polluants atmosphériques ou aqueux » doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181 relative à l'assurance qualité des systèmes de mesurage automatique, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.</p>
Constats : <p>Lors de la visite, l'exploitant n'a pas pu démontrer que les droites d'étalonnage définies dans le rapport QAL 2, réalisé le 23 juillet 2021 par l'APAVE, étaient bien appliquées dans le traitement des données.</p> <p>Par courriel du 10 mai 2023, l'exploitant a envoyé une copie d'écran pour justifier que les droites de QAL 2 de 2021 étaient bien paramétrées dans l'ordinateur qui traite les données.</p> <p>Toutefois, l'exploitant a programmé un nouveau QAL 2 suite à une non conformité de l'AST du 09 au 11 mai 2023.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de lui communiquer les éléments et mesures éventuellement prises suite à ce QAL 2.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Condition de surveillance - Assurance qualité des AMS - AST

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Assurance Qualité des AMS – AST
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent. Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent.
Constats : Le rapport de l'AST, réalisé le 08 décembre 2022 par le laboratoire de contrôle agréé montre des différences importantes entre les droites d'étalonnage de poussière et de COT. Le laboratoire de contrôle note des non conformités sur plusieurs polluants (Nox, SO2) et paramètres comme le débit. L'exploitant a donc programmé comme il est prévu par la réglementation un nouveau QAL 02 du 09 au 11 mai 2023. L'Inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les éléments dès réception du rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Conditions de respect des valeurs limites - Respect des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 18
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les valeurs limites d'émission sont respectées si :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aucune des moyennes journalières mesurées ne dépasse les limites d'émission fixées à l'article 17 pour le monoxyde de carbone et pour les poussières totales, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT), le chlorure d'hydrogène, le fluorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote ; - aucune des moyennes sur une demi-heure mesurées pour les poussières totales, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total, le chlorure d'hydrogène, le fluorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote, ne dépasse les valeurs limites définies à l'article 17 ; - aucune des moyennes mesurées sur la période d'échantillonnage prévue pour le cadmium et ses composés ainsi que le thallium et ses composés, le mercure et ses composés, le total des autres métaux (Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V), les dioxines et furannes, ne dépasse les valeurs limites définies à l'article 17 ; - 95 % de toutes les moyennes mesurées sur dix minutes pour le monoxyde de carbone sont inférieures à 150 mg/m³ ; ou aucune mesure correspondant à des valeurs moyennes calculées sur une demi-heure au cours d'une période de 24 heures ne dépasse 100 mg/m³.
<p>Constats :</p> <p>Pour le So2 (avec abattement de 20%), sur la même période (le 18 novembre 2022, essai 2 de 10h40 à 11h45) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le laboratoire de contrôle a mesuré 0.744 mg/Nm3 ; - les mesures continues de l'exploitant indiquent 2.35 mg/Nm3 (pas de temps pour les mesures transmises de 30 minutes). <p>La différence est de 216 % entre les mesures continues et ponctuelles.</p> <p>Pour le COT (avec abattement de 30%), sur la même période (le 18 novembre 2022, essai 1 de 9 h30 à 10h35) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le laboratoire de contrôle a mesuré 0,273 mg/Nm3 ; - les mesures continues de l'exploitant indiquent 0.795 mg/Nm3 (pas de temps pour les mesures transmises de 30 minutes). <p>La différence de 81 % entre les mesures continues et ponctuelles.</p> <p>Au regard de ces constats, l'inspection considère que les données présentées par l'exploitant ne sont pas des « mesures fiables, répétables et reproductibles » et ne garantissent pas le respect de la prescription contrôlée.</p> <p>Aussi, l'inspection demande à l'exploitant de lui démontrer que ses mesures continues sont équivalente à un QAL3 (« mesures fiables, répétables et reproductibles ») dans un délai de deux mois.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Conditions de respect des valeurs limites - Incertitudes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 18
Thème(s) : Risques chroniques, Incertitude à appliquer
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Les moyennes sur une demi-heure et les moyennes sur dix minutes sont déterminées pendant la période de fonctionnement effectif (à l'exception des phases de démarrage et d'extinction, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré) à partir des valeurs mesurées après soustraction de l'intervalle de confiance à 95 % sur chacune de ces mesures. Cet intervalle de confiance ne doit pas dépasser les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission définies à l'article 17 :</p> <ul style="list-style-type: none">• Monoxyde de carbone : 10 % ;• Dioxyde de soufre : 20 % ;Ammoniac : 40 %• Dioxyde d'azote : 20 % ;• Poussières totales : 30 % ;• Carbone organique total : 30 % ;• Chlorure d'hydrogène : 40 % ;• Fluorure d'hydrogène : 40 %.
Constats : <p>L'exploitant n'a pas démontré que les intervalles de confiance, appliquées dans le traitement des données, ne dépassent pas les pourcentages pour chaque polluant des valeurs limites d'émission.</p> <p>S'agissant d'une non-conformité d'ordre documentaire l'Inspection propose de ne pas faire application immédiate des suites administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement et demande à l'exploitant de justifier de la conformité des intervalles de confiance employés sous un délai de deux mois.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet